

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 04/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALVA HILD

rue de la 5 EME DB
68320 Jepsheim

Références : 0006700681_2024-02-29_GALVA-HILD_VIIC-2.2.1-Rétention
Code AIOT : 0006700681

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement GALVANISATION HILD (ex ALBERT HILD implanté rue de la 5ème DB 68320 Jepsheim. L'inspection a été annoncée le 22/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre d'une action nationale intitulée "Rétention et confinement des eaux d'extinction". Cette action vise à vérifier la bonne application des prescriptions applicables à l'installation en matière de confinement des eaux d'extinction incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVA HILD
- rue de la 5ème DB - 68320 Jepsheim
- Code AIOT : 0006700681
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Implantée à Jepsheim, la société GALVA HILD est spécialisée dans le traitement de métaux par galvanisation à chaud.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale « Rétention des eaux d'extinction »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Confinement des eaux polluée d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 9.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité	Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 15.6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Confinement des eaux polluée d'extinction d'un incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Consignes de sécurité en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Débits disponibles pour la défense incendie	Arrêté Préfectoral du 06/04/2022, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités aux prescriptions contrôlées:

- point de contrôle n° 1 : l'absence de représentation graphique des avaloirs et regards de puits perdu où doivent être positionnés les tampons d'obturation en cas d'incendie ;
- point de contrôle n° 2 : les différences altimétriques entre les zones assurant le confinement des eaux d'extinction, ne permettent pas d'assurer que l'ensemble des volumes de confinement identifiés puissent être mobilisés en cas d'incendie ;
- point de contrôle n° 3 : l'absence dans la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des obturateurs devant être mis en place afin d'assurer le confinement des eaux d'extinction ;
- point de contrôle n° 4 : l'absence de garantie de mise en œuvre du système de confinement par tout temps, la localisation des tampons d'obturation dans des zones susceptibles être directement exposées à des flux thermiques, le délai de mise en œuvre du confinement supérieur à 1 heure, l'inefficacité des tampons d'obturation en place et l'absence de confinement de l'ensemble des eaux d'extinction ;
- point de contrôle n° 5 : l'absence de consignes relatives aux modalités d'intervention en cas de situation accidentelle, notamment vis-à-vis de la mise en place du confinement des eaux d'extinction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux et espaces de confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : « L'exploitant tient à jour les documents suivants : - le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation [...] »
Constats : En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection le plan de ses réseaux et installations ainsi que le plan des zones destinées au confinement des eaux incendie. Le plan des réseaux et installations, daté du 21/04/2011 laisse apparaître : - le réseau des eaux pluviales de toiture et de voiries ; - l'emplacement des avaloirs et des puits perdus ; - la localisation des emplacements où sont stockés les bouchons d'obturation ; Le plan des zones de confinement, daté du 21/04/2011 fait apparaître les différentes zones destinées au confinement des eaux incendie et les liaisons hydrauliques connectant les différentes zone entre elles. Pour chaque zone est indiqué un volume confiné ainsi que l'altimétrie correspondant à ce volume. Après analyse, l'Inspection constate que si les avaloirs, et regards de puits perdu sont bien représentés, ils n'apparaissent pas distinctement comme emplacement à obturer. Au regard de ce dernier constat, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Confinement des eaux polluée d'extinction d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des volumes de confinement au besoin
Prescription contrôlée : « Afin d'assurer le confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident, l'exploitant garantira la disponibilité des volumes suivants (forme des terrains) : - 636 m ² côté ouest de la rue de la 5 ^{ème} DB - 256 m ² côté est de la rue de la 5 ^{ème} DB. [...] Les dispositions de cet article pourront être communes avec la société TOLERIE — EMAILLERIE HILD. »
Constats : Pour information, le site de l'exploitant se situe de part et d'autre de la rue de la 5 ^{ème} DB et le

volume disponible pour le stockage des eaux d'extinction incendie est commun avec la société voisine : TOLERIE — EMAILLERIE HILD (TEH).

Coté Est nommé « petite galvanisation »

Le plan des zones de confinement, transmis par l'exploitant (c.f. point 1) fait mention d'un volume de confinement disponible de 324 m³. Ce volume est indépendant des autres zones de confinement et est supérieur au 256 m³ prescrits.

Coté ouest nommé « grande galvanisation »

Le plan des zones de confinement fait état de 6 zones de confinement interconnectées totalisant un volume total de 659 m³ contre un volume prescrit de 636 m³.

Au cours de la visite sur site, l'Inspection a constaté que les différentes zones sont bien connectées entre elles par des caniveaux pavés.

Néanmoins, après analyse de l'altimétrie des différentes zones, il est constaté une différence d'altitude de 20 centimètres entre la zone la plus haute, située au nord-est du site et propriété de la société TEH et la zone située au sud du bâtiment occupé par la société GALVA HILD.

En conséquence, en cas d'incendie sur le site « ouest » de la société GALVA HILD, les volumes dédiés au confinement, et situés plus en altitude ne pourraient pas, par conception, être mobilisés.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas en toute situation, l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le système de confinement des eaux incendie actuellement en place étant non-conforme par conception, il appartient à l'exploitant de proposer une solution alternative afin de confiner l'ensemble des eaux d'extinction mise en œuvre en cas d'incendie.

Il est rappelé à l'exploitant, que le confinement des eaux d'extinction peut être interne (ex. bâtiment, fosses...) et/ou externe (ex. bassin)...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 15.6

Thème(s) : Risques accidentels, EIPS

Prescription contrôlée :

« L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des installations, c'est-à-dire ceux dont le dysfonctionnement les placerait en situation dangereuse ou susceptible de le devenir, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire, ou en situation accidentelle. [...] »

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement, selon des procédures écrites. »

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection, la liste de ses « Équipements Importants pour la Sécurité » (IPS), datée du 22/02/2024.

Après analyse de ce document, l'Inspection constate l'absence des obturateurs devant être mis en place afin d'assurer le confinement des eaux d'extinction alors que ces éléments doivent être classés IPS en application de l'article 16.4 de l'arrêté susvisé.
Au cours de la visite, l'exploitant a informé l'Inspection, ne pas pouvoir justifier du contrôle et de la maintenance de ces éléments et ne pas être en possession d'une procédure dédiée au contrôle de cet IPS.
Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas en toute situation, l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Confinement des eaux polluée d'extinction d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluée d'extinction d'une incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. [...] Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas d'incendie, afin d'assurer le confinement des eaux susceptibles d'être polluées, l'exploitant positionne des tampons métalliques équipées de semelles en mousse sur l'ensemble des avaloirs et regards de puits perdu. Aux dires de l'exploitant, la mise en place de ce dispositif ne peut être garanti hors heures ouvrées.</p> <p>En cas d'incendie, une cinquantaine de tampons doivent ainsi être mis en place sur l'ensemble des ICPE GALVA HILD et Tolerie Emaillerie HILD (TEH), afin d'assurer le confinement des eaux d'extinction.</p> <p>Ces tampons sont répartis dans 8 zones de stockage. L'Inspection constate que ces emplacements sont disposés contre les bâtiments et ainsi directement exposés aux flux thermiques en cas d'incendie.</p> <p>L'installation de ces tampons, du fait de leurs poids, nécessitent l'intervention de 2 personnes pour chaque tampon. Au regard du nombre de tampons à mettre en place, du poids de chaque tampon et des distances séparant leurs lieux de stockage et leur lieu d'installation (distance pouvant dépasser les 80 mètres), l'Inspection considère que la mise en place de l'ensemble des obturateurs du site, ne peut pas être réalisée dans un délai compatible avec le confinement d'eaux issues de la lutte contre un incendie.</p> <p>Par ailleurs, au cours de la visite, à la demande de l'Inspection, l'exploitant a mis en œuvre un tampon sur un avaloir des eaux pluviales de voirie situé au nord de son bâtiment "grande galva". La zone a été mise en eau jusqu'à confinement d'approximativement 100 litres (3/4 cm de haut X 60 cm de large X 500 cm de long). 30 minutes plus tard, l'Inspection a constaté que le niveau d'eau avait baissé jusqu'à hauteur des bords de l'avaloir, révélant l'inefficacité de l'obturateur mis en place.</p>

Enfin, après analyse du plan détaillant les réseaux d'eau, l'Inspection constate que les eaux de toiture sont infiltrées par des puits perdus et qu'aucun système ne permet leur confinement en cas d'incendie.
Au regard de l'ensemble de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Consignes de sécurité en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :</p> <p>[...]</p> <p>- les modalités d'intervention en cas de situations [...] accidentelles ;</p> <p>[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué à l'Inspection ne pas être en possession de consignes relatives aux modalités d'intervention en cas de situation accidentelle, notamment vis-à-vis de la mise en place du confinement des eaux d'extinction.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des prescriptions contrôlées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Débits disponibles pour la défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Levée de mise en demeure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. »</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'occasion de la visite d'inspection du 24/02/2022, il avait été constaté :</p> <p>« [...] Il a été demandé à l'exploitant de mesurer les débits disponibles des poteaux et des puits. [...] Les mesures concernant les poteaux incendies et les puits d'aspiration privés n'ont pas été fournies. [...] Les débits mesurés sont à mettre en perspective par rapport aux besoins en eau d'extinction de</p>

l'installation. »

Le contrôle s'est ainsi limité à l'adéquation des débits disponibles aux besoins.

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection le dimensionnement de ses besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie. Ceux-ci sont établis selon la méthodologie du CNPP, D9 et sont fixés à 180 m³/h.

L'exploitant a également transmis par courriel des 07/09/2023 et 09/10/2023, les rapports de contrôle des poteaux incendies n° 6815700038 et 6815700038, couvrant ses installations ainsi que les rapports de contrôle de ses puits d'aspiration.

Après analyse de ces documents, l'Inspection constate que chaque poteau incendie peut fournir un débit de 70 m³/h à la pression de 1 bar et que les puits d'aspiration peuvent fournir un débit de 120 m³/h, soit un débit total disponible de 260 m³/h, supérieur aux besoins établis.

Au regard de ces éléments, l'Inspection constate le retour à la conformité de l'exploitant sur le point contrôlé.

Type de suites proposées : Sans suite